



Numéro PPQ/6946

jeudi 23 octobre 2014

Les grands titres:

- Iraq : l'ONU lance un appel aux bailleurs de fonds face aux énormes besoins humanitaires
- Ebola : l'épidémie continue de croître rapidement en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone – OMS
- La campagne d'éradication de la polio a évité 10 millions d'invalides chez les enfants - UNICEF
- Somalie : Amos prévient le Conseil de sécurité de la détérioration de la situation humanitaire
- UNESCO : exercice d'alerte au tsunami dans l'Atlantique Nord et la Méditerranée
- L'ONU remercie le Soudan pour l'accueil généreux des réfugiés sud-soudanais

Iraq : l'ONU lance un appel aux bailleurs de fonds face aux énormes besoins humanitaires



23 octobre - Les Nations Unies ont demandé jeudi aux bailleurs de fonds internationaux de continuer à soutenir financièrement les opérations humanitaires en Iraq où 5,2 millions de personnes affectées par le conflit ont besoin d'une assistance.

« Les besoins du peuple iraquien sont immenses », a déclaré le Coordonnateur humanitaire par intérim pour l'Iraq, Neill Wright. « Il est impératif que nous intensifions nos efforts. »

La troisième révision du Plan d'intervention stratégique de la communauté humanitaire pour l'Iraq vise à continuer d'aider le gouvernement iraquien à répondre efficacement aux besoins de millions d'Iraquiens à travers le pays pendant l'année 2015, a indiqué le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Les 5,2 millions d'Iraquiens concernés incluent 1,8 million de déplacés, 1,5 million de personnes dans les communautés accueillant les déplacés, et 1,7 million de personnes vivant dans les zones de conflit hors du contrôle du gouvernement.

Selon OCHA, on estime que 2,8 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire et environ 800.000 personnes ont besoin d'abris de toute urgence.

A travers l'Iraq, 1,26 million de personnes ont besoin d'une forme d'assistance pour l'hiver, qu'il s'agisse de vêtements chauds, de chaussures, de services de santé ou de nourriture.

À ce jour, plus de 600 millions de dollars ont été versés dans le cadre du Plan d'intervention stratégique 2014 -2015 pour l'Iraq, y compris une grosse contribution de l'Arabie Saoudite en juillet. Il y a encore besoin de 1,6 milliard de dollars pour les activités humanitaires au cours des 15 prochains mois.

« Bien que beaucoup ait été fait, beaucoup reste à faire dans les prochaines semaines pour éviter de nouvelles souffrances inutiles à de nombreux Iraquiens », a déclaré M. Wright.



Ebola : l'épidémie continue de croître rapidement en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone – OMS



23 octobre - L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré jeudi qu'elle restait très préoccupée par l'épidémie d'Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, où le nombre de cas continue d'augmenter de manière exponentielle.

Au 22 octobre 2014, le nombre total de cas d'Ebola s'élevait à 9.936, dont 4.877 décès, a précisé l'OMS dans un communiqué de presse publié à l'issue d'une réunion de son Comité d'urgence à Genève.

« L'avis unanime du Comité est que cette épidémie continue de constituer une urgence de santé publique de portée internationale », a souligné l'agence onusienne.

Selon l'OMS, la priorité reste toujours de mettre fin à la transmission d'Ebola dans les trois pays les plus affectés. « C'est la mesure la plus importante pour éviter une propagation internationale », a-t-elle souligné, ajoutant qu'il fallait s'intéresser notamment aux besoins des professionnels de santé et encourager davantage de professionnels à participer à la lutte contre l'épidémie.

L'OMS a réitéré sa recommandation de ne pas mettre en œuvre une restriction sur les voyages et le commerce au niveau international. « Une interdiction de voyage causerait des difficultés économiques et pourrait accroître la migration incontrôlée de personnes en provenance des pays affectés, augmentant le risque de propagation internationale d'Ebola », a-t-elle souligné.

L'agence a estimé que les mesures de dépistage mises en place par la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone dans les aéroports, les ports et les points de passage frontaliers devaient être maintenues et renforcées.

L'OMS a également noté que plusieurs Etats avaient mis en place récemment des mesures de dépistage à l'entrée sur leur territoire. Elle a jugé que ces mesures ne pourraient avoir qu'un effet limité pour réduire la propagation du virus quand elles viennent s'ajouter aux mesures prises à la sortie de leur territoire par les pays affectés.

La campagne d'éradication de la polio a évité 10 millions d'invalides chez les enfants - UNICEF



23 octobre - A la veille de la Journée mondiale contre la polio, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) s'est félicité jeudi du succès de la campagne mondiale qui a permis de vacciner des millions d'enfants auxquels on n'avait jamais eu accès jusqu'alors.

« Quelque 10 millions de personnes auraient été paralysées sans cet effort qui a permis en outre de sauver 1,5 million de vies grâce à l'administration de vitamine A lors des campagnes de vaccination contre la polio », a expliqué l'UNICEF dans un communiqué de presse.

Le nombre annuel de cas de polio a plongé, passant de 350.000 en 1988 à 416 en 2013 et à 243 jusqu'à présent cette année – une chute extraordinaire de plus de 99%. Tous les pays où la polio était solidement ancrée sauf trois - Afghanistan, Nigéria et Pakistan - ont éliminé le virus à l'intérieur de leurs frontières. Et de multiples flambées de polio ont été enrayerées au cours des 26 dernières années.

« En 1988, la polio était une des principales causes d'invalidité chez les enfants », a déclaré le Directeur exécutif de

l'UNICEF, Anthony Lake. « Dans tous les pays depuis lors, une génération d'enfants a grandi sans redouter le spectre de la polio. Le succès de cet effort d'éradication - atteindre certaines des communautés les plus défavorisées dans certaines des circonstances les plus dangereuses - prouve qu'il est possible d'atteindre tous les enfants. Nous pouvons atteindre nos objectifs les plus ambitieux et les plus audacieux pour les enfants. Et si nous le pouvons, alors nous le devons. »

Le Nigéria n'a affiché que 6 cas de polio cette année, contre 49 en 2013. L'Afghanistan a réussi à réduire la transmission à des niveaux très bas et la plupart de ses cas sont liés au Pakistan. Avec 206 cas déjà signalés pour cette année, le Pakistan est désormais le plus gros réservoir de polio du monde.

Si la polio ne reste endémique que dans trois pays, elle représente toujours un risque pour les enfants du monde entier, surtout dans les pays qui n'ont pas donné la priorité à la vaccination de routine, comme le Soudan du Sud, la République centrafricaine et l'Ukraine. Les flambées apparues en Syrie, en Iraq, au Cameroun, en Guinée équatoriale et en Somalie, trouvent leur origine au Pakistan et au Nigéria.

L'UNICEF achète chaque année 1,7 milliard de doses de vaccin antipoliomyélitique oral à destination de 500 millions d'enfants. Et le travail de mobilisation sociale accompli par l'UNICEF contribue à persuader les familles d'accepter le vaccin lorsqu'on le leur présente. Les efforts acharnés déployés au cours de la dernière décennie ont permis de faire accepter le vaccin contre la polio comme jamais auparavant dans les pays où la polio reste endémique.

« Le monde n'a jamais été aussi proche de la possibilité sans précédent d'éradiquer la polio, a dit M. Lake. Chaque enfant mérite de vivre dans un monde libéré de la polio ».

Somalie : Amos prévient le Conseil de sécurité de la détérioration de la situation humanitaire



23 octobre - Le Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnatrice des secours d'urgence, Valerie Amos, a fait le point devant le Conseil de sécurité, lors d'une réunion à huis-clos mercredi, sur la situation humanitaire en Somalie, notant que celle-ci s'est considérablement détériorée depuis juin.

Plus de trois millions de personnes ont besoin d'une assistance en Somalie en raison de la sécheresse, de la poursuite du conflit, de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, et du faible niveau de financement des activités humanitaires. Un tiers de la population de la Somalie - environ 1,1 million de personnes - sont déplacées à l'intérieur du pays, et un million d'autres sont réfugiées dans les pays voisins.

« Je suis extrêmement préoccupée par le fait que le nombre de personnes qui sont incapables de subvenir à leurs besoins alimentaires de base est passé au cours des six derniers mois de 857.000 à un million », a déclaré Mme Amos devant les membres du Conseil de sécurité. « Si les enfants sévèrement malnutris ne reçoivent pas le traitement médical et la nourriture thérapeutique dont ils ont besoin de toute urgence, ils sont susceptibles de mourir. »

Mme Amos a noté que l'ONU et ses partenaires continuent de faire tout leur possible pour atteindre les personnes dans le besoin. Depuis le début de cette année, par exemple, plus de 1,4 million de personnes ont reçu une assistance. Environ 230.000 enfants malnutris de moins de cinq ont reçu une aide nutritionnelle et environ 500.000 personnes ont bénéficié de services de santé. Les campagnes de vaccination contre la poliomyélite ont atteint plus de 4 millions de personnes depuis l'année dernière.

La Secrétaire générale adjointe a dit au Conseil de sécurité qu'elle restait très préoccupée par l'impact de l'insécurité, les difficultés d'accès et le manque d'argent pour les opérations humanitaires. Les attaques et les menaces contre les organisations humanitaires ont doublé en 2014 par rapport à 2013.

Selon elle, cette assistance humanitaire est vitale pour la Somalie. « Un autre choc grave pourrait facilement faire basculer la

Somalie dans une nouvelle situation d'urgence dévastatrice. La communauté internationale doit faire tout son possible pour empêcher cela », a-t-elle déclaré.

UNESCO : exercice d'alerte au tsunami dans l'Atlantique Nord et la Méditerranée



23 octobre - Du 28 au 30 octobre, quatre tsunamis fictifs affecteront les côtes de pays riverains de la Méditerranée et de l'Atlantique du Nord-Est. Cette simulation vise à tester la capacité de réaction des pays participant au Système d'alerte aux tsunamis dans l'Atlantique Nord-Est, la Méditerranée et les mers adjacentes mis en place sous les auspices de la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Baptisé NEAMWave14, cet exercice prévoit la survenue de quatre tremblements de terre à l'origine de tsunamis, deux dans la Méditerranée, un dans l'Atlantique et un dans la mer Noire. Au total, 20 pays (Croatie, Chypre, Egypte, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Liban, Malte, Maroc, Monaco, Portugal, Russie, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Turquie), sur les 39 Etats membres que compte le dispositif d'alerte dans l'Atlantique du Nord-Est et la Méditerranée (NEAMTWS), prendront part à ce exercice, a précisé l'UNESCO dans un communiqué de presse.

Il s'agit de tester le bon fonctionnement des systèmes de communication répercutant les messages d'alerte mais aussi, dans certains pays, de s'assurer que les services de protection civile sont prêts à faire face à une telle menace. L'Observatoire Kandili de l'Institut de recherche sismique d'Istanbul (KOERI, Turquie), le Centre national d'alerte aux tsunamis (CENALT, France), l'Observatoire national d'Athènes (NOA, Grèce) et l'Institut portugais de la mer et de l'atmosphère (IPMA, Portugal) émettront les messages d'alerte pour les quatre scénarios envisagés pour le test.

Cet exercice sera également l'occasion pour le Centre de coordination de réaction d'urgence de la Commission européenne, qui cofinance cet exercice, de tester le mécanisme européen de protection civile qu'elle a mis en place pour faire face aux catastrophes majeures.

Bien qu'ils soient historiquement moins fréquents que dans l'océan Pacifique, les tsunamis peuvent affecter les côtes des pays riverains de la Méditerranée et de l'Atlantique Nord. En 1755, la ville de Lisbonne (Portugal) a été détruite par un tsunami provoqué par un tremblement de terre au niveau de la faille Açores-Gibraltar. En 1908, un tsunami a fait plusieurs dizaines de milliers de victimes à Messine (Italie). Plus récemment, en 2003, un tremblement de terre en Algérie a provoqué un tsunami qui a frappé les côtes des îles Baléares et le sud de la France. Compte-tenu des courtes distances, notamment en Méditerranée, les tsunamis qui se produisent frappent très rapidement les côtes.

Le dispositif d'alerte dans l'Atlantique du Nord-Est et la Méditerranée est l'un des quatre systèmes d'alerte aux tsunamis coordonnés par la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO. Il est opérationnel depuis 2012.

L'ONU remercie le Soudan pour l'accueil généreux des réfugiés sud-soudanais



Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés António Guterres.
Photo: HCR/Jean-Marc Ferré

23 octobre - A l'occasion d'une visite dans l'Etat du Nil Blanc, au Soudan, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Antonio Guterres, et l'Envoyé humanitaire du Secrétaire général, Abdoullah Al-Matouq, ont remercié le pays pour son accueil généreux de réfugiés sud-soudanais.

Plus de 50.000 réfugiés sud-soudanais vivent actuellement dans quatre sites dans l'Etat du Nil Blanc.

Plus de 100.000 réfugiés sont arrivés au Soudan depuis le début des violences au Soudan du Sud mi-décembre 2013. Près de 1.000 nouveaux réfugiés arrivent chaque semaine. Le nombre croissant de réfugiés complique encore la dégradation de la situation humanitaire au Soudan. Dans la seule région du Darfour, plus de 400.000 personnes ont été déplacées depuis début 2014, a précisé le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR).

« Les réfugiés sud-soudanais ayant rejoint le Soudan sont dans une situation désespérée. Ils ont perdu leurs maisons, leurs moyens d'existence et leurs proches », a déclaré António Guterres. « Nous sommes extrêmement reconnaissants envers le gouvernement et le peuple du Soudan pour l'accueil qu'ils réservent aux réfugiés sud-soudanais. »

« Nous devons collectivement assurer que ces efforts se prolongent pour non seulement soutenir l'aide aux réfugiés, mais aussi réduire l'impact de cet afflux massif sur les communautés d'accueil soudanaises », a-t-il ajouté. « J'appelle donc la communauté des donateurs à des contributions financières supplémentaire pour nous donner les moyens de répondre à l'afflux continu depuis le Soudan du Sud ».

MM. Guterres et Al-Matouq se sont rendus au poste de passage frontière de Joda – via lequel la majorité des réfugiés sud-soudanais sont arrivés dans l'État du Nil Blanc – puis dans le site de réfugiés d'Al Alagaya qui accueille plus de 8.000 réfugiés.

Judi dans la capitale soudanaise Khartoum, ils ont rencontré le Président soudanais Omar Al-Bachir, et des ministres du gouvernement.

« Les défis humanitaires au Soudan sont vastes », a déclaré le Dr Al-Matouq. « Le nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire au Soudan a augmenté de 800.000 depuis début 2014 (à juillet 2014). Ce chiffre s'ajoute à quelque 6,1 millions de personnes qui avaient déjà besoin d'une aide humanitaire début 2014 ».

Les deux responsables onusiens ont exprimé leur inquiétude concernant la poursuite du conflit au Soudan du Sud, ce qui risque d'entraîner une augmentation du nombre de personnes fuyant vers le Soudan.

M. Guterres a souligné la nécessité d'une planification appropriée dans la perspective d'une augmentation potentielle du nombre de réfugiés, notamment en allouant des terres supplémentaires pour les sites de réfugiés et en assurant la planification de ces sites.

MM. Al-Matouq et Guterres ont également exprimé leur satisfaction sur l'engagement reçu de la part des autorités soudanaises pour lever tous les obstacles afin que des organisations humanitaires travaillent au Soudan.